

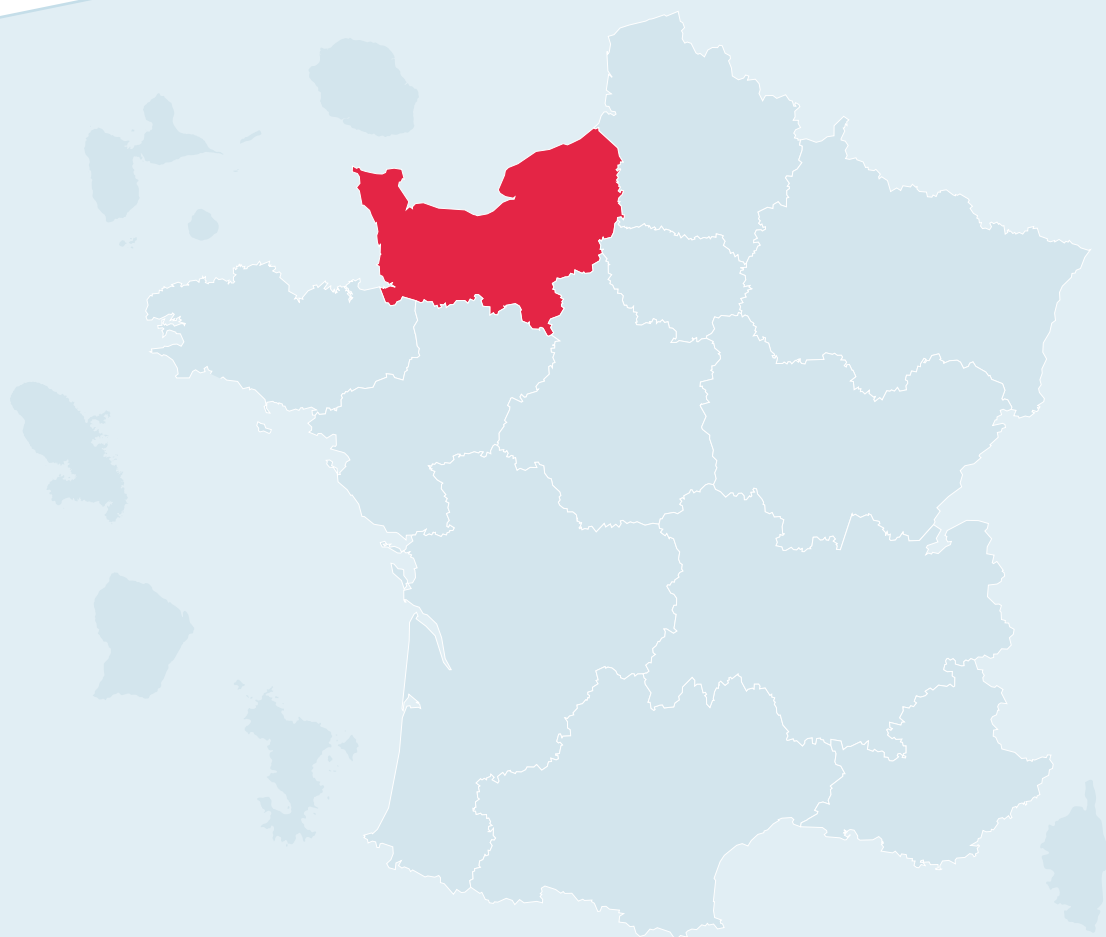


FORMATION PROFESSIONNELLE, APPRENTISSAGE ET EMPLOI

Monographies régionales



Mai 2025



R É G I O N
N O R M A N D I E



Centre Inffo

Partenaire des acteurs de l'apprentissage,
de la formation et de l'évolution professionnelles

SAISISSEZ LES CLÉS DE LECTURE

des évolutions
de la formation
avec notre presse
d'actualité

FAITES LE PLEIN DE COMPÉTENCES

avec nos formations
en droit et ingénierie
de la formation
inter et intra entreprise

MAÎTRISEZ LES RÈGLES DU JEU

du droit de la formation
pour remplir
vos missions et exercer
vos compétences

AFFINEZ VOTRE STRATÉGIE

avec notre équipe
de consultants
formation-certification

COMPAREZ LES POLITIQUES REGIONALES

avec le benchmark
de leur mise en œuvre
dans les 18 collectivités
territoriales

DÉCOUVREZ L'INNOVATION EN COURS

et débattiez
avec décideurs et pairs
lors de nos événements

AU SERVICE DES ACTEURS RÉGIONAUX

Centre Inffo vous propose une information
dédiée, actualisée en continu sur la mise
en œuvre des politiques régionales de
formation professionnelle, d'orientation,
d'insertion et d'apprentissage
des 18 collectivités territoriales :

- sur la rubrique **Régions** de www.centre-inffo.fr :
l'actualité quotidienne du secteur en région, des dossiers
thématiques (PRIC, Orientation...), des publications sur
les stratégies régionales
- avec le fil twitter **@inffo_regions** (7800 followers) :
en temps réel, le suivi des actualités et le point de vue
des acteurs
- sur la **base de données** « Formation et apprentissage
en région » : les mesures phares des politiques régionales
(CPRDFOP, PRIC, conventions, aides régionales...)
- tous les 15 jours, dans le **magazine**
Inffo Formation : les initiatives et innovations
portées par les acteurs du secteur en région

CENTRE INFFO VOUS ACCOMPAGNE

centre-inffo.fr
centreinfo - @centreinfo
contact.regions@centre-inffo.fr





RÉGION NORMANDIE

SOMMAIRE

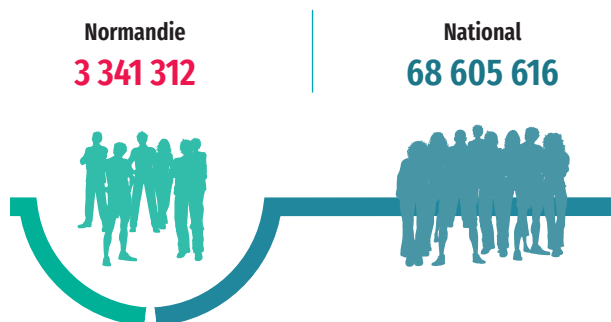
DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES	3
INDICATEURS FORMATION-APPRENTISSAGE.....	4
PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS	8
BUDGETS	10
PROGRAMMATION REGIONALE (ET PARTENARIAT).....	11
DERNIERES ACTUALITES.....	13

La collecte des données chiffrées contenues dans ce document est arrêtée en mai 2025.

PRINCIPAUX INDICATEURS

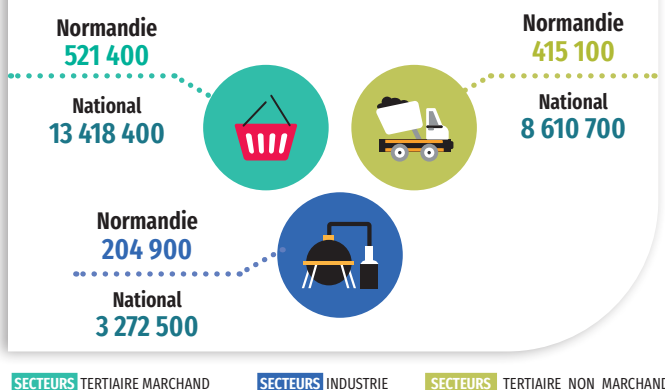
POPULATION

Nombre d'habitants au 1^{er} janvier 2025 (estimation)



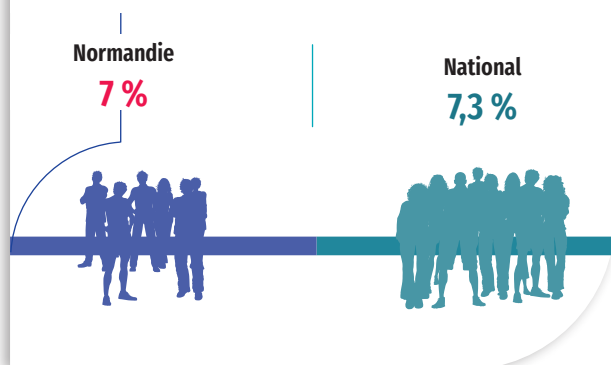
SECTEURS D'ACTIVITÉ

Nombre d'emplois - 4^e trimestre 2024



TAUX DE CHÔMAGE 4^e trimestre 2024

% de la population active



DEMANDEURS D'EMPLOI

Nombre en 4^e trimestre 2024



PRESTATAIRES DE FORMATION

	Normandie	National
Organismes de formation	1 100 en avril 2025	94 300 en 2023
CFA	133 en janvier 2025	3 465 en 2023-2024

EFFECTIFS D'APPRENTIS

Nombre en 2023-2024

	Normandie	National
Effectifs d'apprentis	49 467	1 021 453

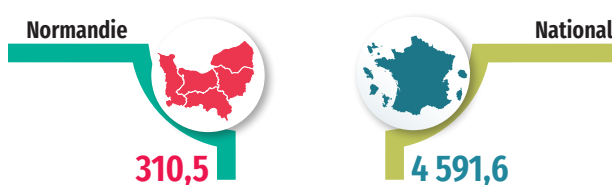
BUDGET GLOBAL

Évolution des dépenses formation de la région en millions d'euros

Année	2021	2022	2023
Dépenses formation	273,1	282,6	310,5

BUDGET FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

En 2023 en millions d'euros



BUDGET PRIMITIF 2025 : 721,23 millions d'euros pour la formation et l'insertion professionnelle.

DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES

POPULATION ET EMPLOI	RÉGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
POPULATION TOTALE	3 398 102 en 2021	3 408 739 en 2022 3 341 312 (Estimation Insee au 1 ^{er} janvier 2025) (2)	0 %	68 960 945 en 2022 (1) 68 605 616 (Estimation Insee au 1 ^{er} janvier 2025) (2)
POPULATION ACTIVE	1 493 782 en 2020	1 495 850 en 2021	0 %	31 179 974 en 2021 (France hors Mayotte)
dont 16-25 ans	170 336 en 2020	174 174 en 2021	2,35 %	3 036 565 en 2021
DEMANDEURS D'EMPLOI (catégories A, B et C)	244 370 (4 ^e trimestre 2023)	245 220 (4 ^e trimestre 2024)	0,41 %	5 495 100 (4 ^e trimestre 2024) (France hors Mayotte)
Moins de 25 ans	36 090 (4 ^e trimestre 2023)	37 120 (4 ^e trimestre 2024)	2,78 %	680 600 (4 ^e trimestre 2024) (France hors Mayotte)
25-49 ans	144 990 (4 ^e trimestre 2023)	144 330 (4 ^e trimestre 2024)	0 %	3 125 700 (4 ^e trimestre 2024) (France hors Mayotte)
50 ans ou plus	63 290 (4 ^e trimestre 2023)	63 770 (4 ^e trimestre 2024)	0 %	1 409 500 (4 ^e trimestre 2024) (France hors Mayotte)
TAUX DE CHOMAGE (% de la population active)	7,1 % (4 ^e trimestre 2023)	7 % (4 ^e trimestre 2024)	-1,41 %	7,3% au 4 ^e trimestre 2024 (France hors Mayotte)
dont 15-24 ans	18,3 % (3 ^e trimestre 2022)	17 % (en 2023)	-7,1 %	19% 4 ^e trimestre 2024 (France hors Mayotte)
dont 25-49 ans	6,5 % (3 ^e trimestre 2022)	6,1% (en 2023)	-6,15 %	6,5% 4 ^e trimestre 2024 (France hors Mayotte)
dont 50-64 ans	5,1 % (3 ^e trimestre 2022)	4,4 % (en 2023)	-13,73 %	4,8% 4 ^e trimestre 2024 (France hors Mayotte)

Sources : Insee, DARES, JO, France Travail 2025

(1) Décret n° 2024-1276 du 31 décembre 2024 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, et des collectivités de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon (JO du 1er janvier 2025)

(2) Estimation INSEE janvier 2025 : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8331297>

SECTEURS D'ACTIVITÉS POUR LA RÉGION	LIBELLÉ	NB D'EMPLOI / %TAGE	AU NIVEAU NATIONAL
SECTEURS GÉNÉRIQUES au 4 ^e trimestre 2024 (en milliers)	Tertiaire marchand	521,4	13 418 400
	Tertiaire non marchand	415,1	8 610 700
	Industrie	204,9	3 272 500

Source : Insee, 2025

MÉTIER PORTEURS	DANS LA RÉGION	NATIONAL
	Métiers en 2030 : Région Normandie (France Stratégie et Dares) https://www.strategie.gouv.fr/publications/metiers-2030-region-normandie Liste des métiers porteurs pour la région Normandie -Direccte 17 décembre 2020 Mise à jour Outil Métiers porteurs en Normandie du Carif-Oref Normandie	Liste annuelle des métiers émergents ou en particulière évolution pour l'année 2025 https://www.francecompetences.fr/app/uploads/2025/01/Guide-metiers-emergents-ou-en-particuliere-evolution-2025.pdf Quels métiers en 2030 ? Rapport France Stratégie et la Dares www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2022-pmq-rapport-mars_4.pdf

Sources : France Compétences, DARES, BDD FAR Centre Info 2025

INDICATEURS FORMATION-APPRENTISSAGE

LES ORGANISMES DE FORMATION

	REGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
NOMBRE D'OF	2 522 en 2021	1 100 en avril 2025 (selon Carif-Oref)	-	94 300 en 2023
Formations commandées et rémunérées par les Conseils régionaux	32 400 en 2022	24 400 en 2023	-25 %	359 500 en 2023

Sources : DREETS Normandie et Projets de loi de finances 2024 et 2025, Carif-Oref Normandie

APPRENTISSAGE

	REGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
Nombre CFA	139 structures d'apprentissage en 2022	133 CFA gestionnaires en avril 2025	-	3 465 en 2023-2024
Montant de la dépense pour l'apprentissage	4 100 000 en 2022	13 500 000 en 2023	225 %	302,9 M€ en 2023
Effectif d'apprentis	44 694 en 2022/2023	49 467 en 2023-2024	11,36 %	1 042 543 Au 31 décembre 2024
Nb de contrats d'apprentissage	38 951 en 2022-2023	38 696 en 2023-2024	0 %	804 178 en 2024

Sources : RERS, Carif-Oref Normandie, Dreets Normandie, Annexes aux projets de loi de finances pour 2024 et 2025

PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ

La France a lancé en 2004 une nouvelle politique industrielle. Les pôles de compétitivité ont été créés pour structurer des réseaux sur une thématique donnée, en associant des entreprises, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique, la politique des pôles de compétitivité constituant un important levier de la politique d'innovation française. Depuis 2019, les régions assurent le suivi des actions des pôles.

Pour la phase V (2023-2026), cinquante-cinq pôles de compétitivité dont 2 nouveaux ont été labellisés en France.

8 POLES DE COMPETITIVITÉ DANS LA REGION NORMANDIE

Pôle Aquimer : Pôle de Compétitivité spécialisé dans la valorisation des produits aquatiques.

Pôle Bioeconomy for change : pôle de la Bioéconomie français de référence, en Europe et à l'international. Il rassemble plus de 450 adhérents, depuis l'amont agricole jusqu'à la mise sur le marché de produits finis (coopératives agricoles, établissements de recherche et universités, entreprises de toute taille, acteurs publics, etc.).

Pôle TES : Pôle de compétitivité sur les solutions numériques sécurisées, le Pôle TES est implanté en Normandie et regroupe plus de 120 acteurs.

Pôle HIPPOLIA : Pôle de compétitivité sur la filière équine, le pôle Hippolia regroupe plus de 140 acteurs et travaille en synergie avec la Fondation de Coopération Scientifique Hippolia et le Syndicat Mixte Hippolia.

Pôle VALORIAL : Pôle de compétitivité sur l'aliment de demain, le pôle VALORIAL regroupe plus de 270 acteurs en Normandie, Bretagne et Pays de la Loire.

Pôle ASTech Paris Region : Pôle de compétitivité Aéronautique / Espace.

Pôle COSMETIC VALLEY : Pôle de compétitivité sur la parfumerie cosmétique, le pôle COSMETIC VALLEY regroupe plus de 300 acteurs sur les régions Ile-de-France, Centre et Normandie.

Pôle Next Move : anime et représente la Mobility Valley, l'un des premiers écosystèmes d'innovation « Automobile et Mobilités » en Europe. Implanté sur les Régions Normandie et Île-de-France.

Source : <https://www.entreprises.gouv.fr/fr/innovation/poles-de-competitivite/presentation-des-poles-de-competitivite>

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS

Le territoire national compte plus d'une centaine de Campus des métiers et des qualifications dans des champs d'activités très divers. 27 campus sont labellisés en juin 2024, dont 20 comprenant la mention "Excellence".

1 Campus des métiers et des qualifications est labellisé Campus des métiers et des qualifications d'excellence dans la région Normandie.

TROIS CAMPUS DES METIERS DANS LA RÉGION NORMANDIE

Campus des métiers et des qualifications d'excellence Normand des Energie - CEINE

- Territoire : Normandie
- Secteurs professionnels : Nucléaire, Éolien, Photovoltaïque, Biogaz, Éclairage performant, Efficacité Énergétique des bâtiments et de l'industrie, Filière associée : Soudage, Mobilité et Transport de gaz
- Filière(s) de formation : Électrotechnique, Chaudronnerie industrielle, Maintenance industrielle, Plasturgie, Habitat, Environnement Nucléaire

Campus des métiers et des qualifications Industries de la mobilité

- Territoire : Le Campus associe l'académie normande, la communauté d'universités et des établissements "Normandie Université".
- Secteurs professionnels : Automobile ; chimie-matériaux ; construction aéronautique ; construction ferroviaire ; construction navale ; numérique ; industries extractives et premières transformations.
- Filière(s) de formation : Systèmes électroniques numériques, plastiques et composites, chaudronnerie industrielle, innovation technologiques et éco-conception, sciences de l'ingénieur, microtechniques, usinage, automatismes, génie électrique, informatique industrielle, mécanique option aéronautique.

Campus des métiers et des qualifications Biotechnologies et bio-industries

- Territoire : Évreux - axe Seine / axe Normandie-Centre
- Secteurs professionnels : Pharmacie ; Cosmétique ; Agroalimentaire ; Industries du packaging
- Filière(s) de formation : Sciences et technologies de laboratoires ; bio analyses et contrôles ; génie biologique ; packaging / design industriel ; ingénierie de la Santé ; biosciences ; ingénierie qualité des bioproduits ; technologies du vivant ; réglementation / sécurité sanitaire.

Source : Ministère de l'Éducation nationale, 2025

PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS

CONSEIL RÉGIONAL

Groupe Majoritaire Politique	La Normandie conquérante (LR – UDI – MoDem – LC- DVD- LMR)
Président	Hervé MORIN
Vice-Président	Jonas HADDAD, Vice-président en charge de l'emploi, la formation l'orientation et l'apprentissage

COMMISSIONS

Commission Emploi, formation et orientation	
Président	Marc MILLET
Commission Economie, entreprises, enseignement supérieur et numérique	
Président	Aristide OLIVIER

DIRECTIONS GENERALES

Direction général des services	
Directeur	Frédéric OLLIVIER
Contact	Tél. : 02 31 06 98 32
DGA Jeunesse, formation, culture et sports	
Directrice	Christel LEVERBE
Contact	Tél. : 02 35 52 31 84
Adjoint DGA	Vincent GUERRAND
Contact	Tél. : 02 35 52 31 85

DIRECTION FORMATION ET APPRENTISSAGE

Direction de l'emploi et de la formation tout au long de la vie	
Directrice	Clarisse DAUTREY
Contact	Tél. : 02 31 06 96 23
Direction Prospective Compétences et Territoires et Apprentissage	
Directeur	Michaël THIENPONT
Contact	Tél. : 02 35 52 41 50

Source : Conseil régional, 2025

SERVICES DE L'ÉTAT

Fonction	Nom	Prénom	Téléphone (std)
Préfet de région	ALBERTINI	Jean-Benoît	02 32 76 50 00
SGAR	LERAITRE	Philippe	02 32 76 50 00
DREETS	PERNETTE	Catherine	02 32 76 16 20
Rectrice	CABUIL	Valérie	02 31 30 15 00

INSTANCES ET OPÉRATEURS RÉGIONAUX**CARIF-OREF NORMANDIE**

Directrice : Céline LE MÉHAUTÉ

Site internet : <https://www.cariforefnormandie.fr/>

AGENCE DE L'ORIENTATION ET DES METIERS DE NORMANDIE

Directeur : Denis LEBOUCHER

Site internet : <https://parcours-metier.normandie.fr/srom-agenceorientation>

BUDGETS

DÉPENSES FORMATION PROFESSIONNELLE-APPRENTISSAGE

DÉPENSES 2021/2022/2023

En Millions d'euros

Années	Dépenses totales	Formation professionnelle continue	Formations sanitaires et sociales	Apprentissage
2021	273,1	203,6	63,9	5,5
2022	282,6	214,3	64,1	4,1
2023	310,5	216,8	80,2	13,5

Sources : Annexes aux Projets de loi de finances pour 2023/2024/2025

BUDGET PRIMITIF

Voté le 16 décembre 2024 - les chiffres ci-dessous sont extraits de la délibération de la Région.

Le budget de la Région Normandie pour 2025 s'élève à un montant de 2,1 milliards d'euros dont **721,23 Millions d'euros pour la formation et l'insertion professionnelle.**

BUDGET PRIMITIF DE LA REGION POUR L'EXERCICE 2025 (en euros)

Libellé	Recettes	Dépenses
Fonctionnement	1 868 432 175	1 868 432 175
Investissement	1 174 482 424	1 174 482 424
Total	3 042 914 599	3 042 914 599

Capacités d'engagement

Libellé	BP 2024	BP 2025	Evol°
Enseignement, Formation professionnelle et apprentissage	203 973 250 (AP) 317 775 081 (AE)	145 851 087 (AP) 304 446 356 (AE)	-28,49% (AP) -4,19% (AE)
Action économique	139 448 000 (AP) 70 256 700 (AE)	80 010 000 (AP) 62 277 000 (AE)	-42,62% (AP) -11,36% (AE)

Source : Conseil régional de Normandie, 2025

PROGRAMMATION RÉGIONALE (ET PARTENARIAT)

CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION NORMANDIE 2021-2027

Le CPER 2021-2027, a été adopté en assemblée plénière par la Région Normandie, le 24 mars 2025.

Il a pour objectif de contribuer au développement économique et territorial de la région avec l'Etat, en soutenant certaines grandes priorités stratégiques (l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation ; les infrastructures, les mobilités douces et les transports collectifs ; la transition écologique et énergétique ; l'attractivité et la cohésion des territoires ; la santé).

Dans le volet 1 « Enseignement supérieur, recherche et innovation » du CPER, il est prévu d'améliorer l'attractivité de l'enseignement supérieur et la compétitivité de la recherche pour accroître le niveau de qualification des Normands et renforcer l'innovation dans les entreprises.

Sur la partie emploi, dans le cadre de l'accompagnement des mutations économiques et du développement de l'emploi, la Région Normandie apporte son soutien à hauteur de 21 000 000 € (7 000 000 € au titre du CARIF-OREF et 14 000 000 € au titre de l'Agence Régionale de l'Orientation).

Les contributions financières de l'État et de la Région sont respectivement (hors crédits du Plan de relance et santé) de 827 958 915 € pour l'État et de 719 527 655 € pour la Région.

Source : Base FAR Centre Inffo, 2025

PROTOCOLE D'ACCORD DU CPER 2021-2027 (SIGNE LE 15 NOVEMBRE 2022)

Le protocole d'accord Etat-Région pour la mise en œuvre du CPER 21-27 en Normandie a été signé mardi 15 novembre 2022 en Préfecture de région, par le Préfet de région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime Pierre-André Durand et le Président de la Région Normandie Hervé Morin.

L'État et la Région ont travaillé ensemble à la déclinaison de cinq thématiques prioritaires :

1. l'enseignement supérieur-recherche-innovation,
2. la mobilité multimodale,
3. la transition écologique et énergétique,
4. l'attractivité et la cohésion des territoires,
5. la santé.

Le protocole d'accord fixe un engagement de 486 M€ pour l'État et 407 M€ pour la région. Les crédits du plan France relance ont été intégrés à hauteur de 250 M€.

Source : Base FAR Centre Inffo, 2025

CPRDFOP 2023-2028

Le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) 2023-2028 a été adopté en séance plénière le 18 décembre 2023, au conseil régional, à Caen, sous la présidence d'Hervé Morin.

Compte-tenu des enjeux convergents en matière de développement et d'attractivité des formations et des métiers, de prospective, la Région Normandie a fait le choix d'un document unique regroupant le CPRDFOP et le SRFSS. Concernant le SRFSS, il est défini de manière unilatérale.

Le CPRDFOP 2023-2028 pour répondre aux enjeux régionaux a prévu les engagements suivants :

1. Renforcer le système régional d'orientation pour tous et d'information sur les métiers et les formations, tout au long de la vie
2. Déployer une offre de formation, associée à des logiques d'accompagnement des personnes (tous publics) et faciliter leur insertion dans des parcours de formation tout au long de la vie
3. Améliorer les actions en matière d'attractivité des formations et des métiers

4. Renforcer les capacités de réalisation et de diffusion des travaux de prospective du monde économique et professionnel pour accroître l'efficacité des interventions et des accompagnements de tous les publics
5. Accompagner les structures employeuses (privé et public) dans leurs démarches compétences afin de leur permettre de mieux exprimer leurs besoins.

Le dispositif d'évaluation ancré dans le quadripartisme sera mis en place de façon à impliquer l'ensemble de l'écosystème, croiser les regards et les expertises. La méthodologie d'évaluation sera construite au sein du CREFOP, avec l'appui du CESER, le cas échéant.

Source : Base FAR Centre Inffo, 2025

PACTE RÉGIONAL D'INVESTISSEMENT DANS LES COMPÉTENCES 2024-2027

La Région Normandie dans une délibération du 25 mars 2024 a approuvé les principes et orientations du « Pacte Normand » établi dans le cadre de l'engagement de la Région Normandie dans le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC) pour la période 2024-2027. Elle s'est engagée dans le cadre d'un Protocole d'accord pluriannuel PRIC 2024-2027 signé entre Jean-Benoît ALBERTINI préfet de la région Normandie, et Hervé MORIN président du Conseil régional de Normandie.

Ce PRIC 2024-2027 se structure selon 5 principes :

1. Une prise en compte adaptée des personnes en recherche d'emploi insuffisamment formées et qui en ont besoin, avec de nouveaux publics éligibles au-delà des publics de niveau de qualification infra-bac ;
2. Une orientation des crédits et des actions vers les formations qualifiantes identifiées comme nécessaires pour mieux répondre aux difficultés de recrutement ;
3. Une adaptation accrue des moyens du PRIC aux problématique et ambitions territoriales portées par l'exécutif régional, sur la part des formations préparatoires et des formations qualifiantes, ou encore sur le montant consacré à des actions d'amélioration de la disponibilité des formations ou de renforcement des actions de sourcing ;
4. L'engagement de France Travail dans l'atteinte des objectifs de la Région en matière d'entrées en formation et de typologie de publics, par la mobilisation du réseau des conseillers pour informer et orienter les demandeurs d'emploi vers les formations mises à disposition ;
5. La définition d'un objectif quantitatif de part des personnes en recherche d'emploi prioritaires dans le total des entrées en formation de l'année, pour assurer un impact sur les publics cibles.

Pour la Région Normandie, son engagement dans le Pacte régional se traduit par la mobilisation, d'un montant minimum de dépenses de 97 000 000 €. Pour l'État, la mise en œuvre du Pacte régional traduit la volonté d'une action cohérente sur le moyen et le long terme pour viser le plein emploi. La dotation pluriannuelle de l'État correspond à 65 000 000 euros en 2024 et 2025, 53 170 000 € en 2026 et 47 214 960 € en 2027.

Source : Base FAR, Centre Inffo, 2025

DERNIERES ACTUALITÉS

IA en Normandie : un ajustement des compétences nécessaires

Dans le cadre d'un webinaire, le Carif-Oref Normandie a présenté les résultats de son étude « Les métiers de la donnée et de l'intelligence artificielle. » Soulignant l'essor et le dynamisme du secteur, le document appelle à un ajustement des compétences pour répondre pleinement à ses enjeux. En outre, la fidélisation des salariés recrutés n'est pas acquise.

L'étude se concentre sur deux métiers emblématiques du secteur : data ingénieur et développeur informatique spécialisé IA. Grâce à son bagage de compétences, le premier est capable [entre autres] de collecter et gérer la donnée, d'assurer sa qualité et sa sécurité, tandis que le second dispose de « compétences plus orientées vers la création ou l'adaptation de programmes intelligents, capables d'utiliser ces données pour résoudre des problèmes ou automatiser des processus », illustre Elise Dehays, chargée de projets au Carif-Oref Normandie. Elle poursuit : « Les compétences techniques et analytiques sont prioritaires (...) mais sont à compléter par des compétences comportementales (participer et animer un travail en équipe, capacité d'apprentissage, etc.) ».

Difficulté à trouver des experts

Problème : si les employeurs interrogés « se montrent globalement satisfaits du niveau de compétences disponibles sur le marché du travail normand (...) quelques ajustements semblent nécessaires » pour répondre aux enjeux de l'IA. « Les entreprises peinent à trouver des experts capables de nettoyer et d'organiser efficacement les données. Or, cette compétence est essentielle pour garantir la qualité des informations utilisées dans les analyses et les modèles d'intelligence artificielle », témoigne Elise Dehays.

Une communication claire et adaptée, pour « s'adresser à tous les salariés de l'entreprise, peu importe leur poste » et « recueillir les besoins des équipes afin d'adapter les solutions de manière pertinente », fait parfois défaut chez les professionnels de l'IA. Tout comme la « curiosité, la rigueur et le sens critique (...) permettant de rester à jour [face au progrès dans le domaine] », précise l'étude.

66,7 % des recrutements de data ingénieurs jugés difficiles

En Normandie, les data ingénieurs et développeurs informatiques représentent 0,5 % des emplois régionaux. Entre les premiers trimestres 2019 et 2024, les offres d'emploi pour ces deux métiers ont augmenté respectivement de 252,6 % et 117,6 %, avec des contrats d'une durée supérieure à six mois dans plus de 80 % des cas. En 2024, on dénombre 270 projets de recrutement visant les data ingénieurs et 410 pour les développeurs.

Pourtant, le recrutement des ingénieurs est jugé « difficile » par 66,7 % des entreprises interrogées, 36,6 % pour les développeurs. La faute à « un déséquilibre entre les besoins des employeurs et les compétences disponibles sur le marché », justifie Elise Dehays. D'où les nécessaires ajustement évoqués plus tôt.

La fidélisation des salariés, une fois recrutés, peut s'avérer difficile face aux opportunités de carrière dans la capitale. « Le marché régional, en termes de data, a quelques années de retard comparé à Paris. Les entreprises normandes n'ont pas encore toutes basculés », avance comme explication Romain Raillot, directeur général du RedLab, entreprise spécialisée dans l'extraction des données brutes et leur valorisation.

Source : Le quotidien de la formation, Jonathan Konitz, 31 mars 2025.

Renouvellement de l'accord de coopération entre la Région Normandie et la Collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon

Le président de la Région Normandie Hervé Morin et le président du Conseil Territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon Bernard Briand ont signé un nouvel accord de coopération pour la période 2025-2027, le 7 février 2025, à Caen.

La collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon et la Région Normandie entretiennent depuis de nombreuses années des liens historiques, culturels et administratifs, ainsi Saint-Pierre-et-Miquelon est rattaché à l'académie de Caen et à France Travail Normandie.

Une première coopération a été initiée en 2022 et va se poursuivre sur la période 2025-2027, dans les domaines du développement économique, la cybersécurité, du secteur maritime, de l'environnement avec l'habitat et la protection du littoral, de l'éducation et l'orientation, dont un programme d'accueil des jeunes de Saint-Pierre et Miquelon en Normandie pour qu'ils puissent s'y former. Dans le cadre de l'accord de coopération entre la Normandie et Saint-Pierre-et-Miquelon, les principales actions menées entre 2022 et 2024 concernant la jeunesse et la formation ont été :

- la mise en place du dispositif d'incitation des jeunes de Saint-Pierre-et-Miquelon à choisir la Normandie pour leurs études ;
- le déplacement des Jeunes Engagés Citoyens (JEC) en Normandie et participation au Forum Normandie Pour la Paix ;
- l'installation d'un service de Mission Locale à Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- l'accueil de jeunes normands à Saint-Pierre-et-Miquelon pour effectuer des stages et contrats au sein de SPM Ferries et valorisation des métiers de la mer, par l'intermédiaire du lycée maritime de Fécamp.

Pour la période 2025-2027, en matière de jeunesse- éducation-formation, la coopération entre la Normandie et Saint-Pierre-et-Miquelon se prolongera pour conforter la circulation des jeunes entre les deux territoires et notamment pour permettre la cohérence des offres de formations et de stages proposés à l'échelle des territoires.

De plus, "le secteur maritime étant un secteur d'avenir pour chacun des deux territoires, la formation maritime sur les sujets de navigation, de numérique ou encore de développement des énergies marines renouvelables, de recherche scientifique, etc... est une priorité".

La réalisation de formations et/ou de stage dans le secteur maritime pour des jeunes des deux territoires est donc essentielle dans ce partenariat.

Source : Région Normandie, communiqué de presse février 2025

Normandie : se réinsérer professionnellement avec les Geeks du bâtiment

Dans le Calvados, les Geeks du bâtiment vont permettre à une dizaine de personnes de se pré-qualifier aux métiers du bâtiment avant une potentielle poursuite de formation. Une opportunité pour les entreprises du secteur de renouveler leurs effectifs face à une pyramide des âges défavorable.

Les Geeks du bâtiment, dispositif d'insertion sociale et professionnelle initié en 2020 par l'association Impala Avenir, pose ses valises dans le Calvados à Hérouville-Saint-Clair. « Nous apportons l'ingénierie de projet, pédagogique et financière sur lesquelles s'appuie un organisme de formation localement [ici l'Afpa] », éclaire Christophe Mahais, directeur du développement chez Impala. « La méthodologie est simple : nous sommes en relation avec les bailleurs sociaux dans le cadre des programmes de rénovation urbaine. Les entreprises qui y interviennent ont très souvent des besoins en main-d'oeuvre peu qualifiée. Nous identifions ces besoins et approchons les acteurs de l'emploi pour ensuite proposer le dispositif. »

A Hérouville-Saint-Clair, les douze apprenants rénoveront l'ancien local municipal « La maison d'la bécane. » Le parcours s'effectue en 400h dont trois semaines de stage en entreprise, avec une attestation de compétences au bout du chemin.

83 % de sorties positives

« Nous ne sommes pas magiciens. Nous ne formerons pas d'électriciens ou plombiers en si peu de temps. Par contre, des aide-électriciens, aide-plombiers ou aide-plaquistes, oui. Certains de nos apprenants vont poursuivre leur montée en compétences par un titre professionnel, un retour en CAP ou un Bac pro. D'autres, plus âgés, avec des situations plus précaires financièrement ou avec des responsabilités familiales vont se tourner vers l'emploi. On va les retrouver sur les métiers de Manoeuvre dans les chantiers du second œuvre », schématise Christophe Mahais. Les Geeks du bâtiment affichent 83% de sorties positives (emploi ou formation).

Former dans les quartiers prioritaires de la ville

La subtilité des Geeks du bâtiment tient à son public cible éloigné de l'emploi et/ou du monde de la formation, peu ou pas diplômé, vivant dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV). Un ratio de 60 % de moins de 25 ans, et 40 % de bénéficiaires du RSA et/ou 25-30 ans, s'est stabilisé dans les rangs du dispositif. Autre particularité : les plateaux techniques sont situés dans au cœur des QPV. « En formant dans ces quartiers, les freins liés à mobilité sont levés », se réjouit Stéphane Nicolle, directeur général du GEIQ-BTP Normandie (groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification). Sa structure est associée à la démarche.

Suivi post-parcours

A l'issue de la formation, les apprenants souhaitant continuer dans cette voie signent un contrat avec le GEIQ Normandie. « Nous fonctionnons un peu comme une société de travail temporaire. Nous sommes l'employeur pendant toute la durée du contrat et nous plaçons dans les entreprises. La différence par rapport à l'intérim, c'est que le GEIQ va recruter spécifiquement sur des contrats d'alternance, que ce soit des contrats de professionnalisation ou des contrats d'apprentissage », informe Stéphane Nicolle. Quant aux candidats n'ayant pas eu le coup de foudre pour les métiers du bâtiment, et pour éviter les ruptures « sèches », d'autres propositions peuvent leur être formulées par les partenaires mobilisés : services de l'emploi, centres de formation, etc.

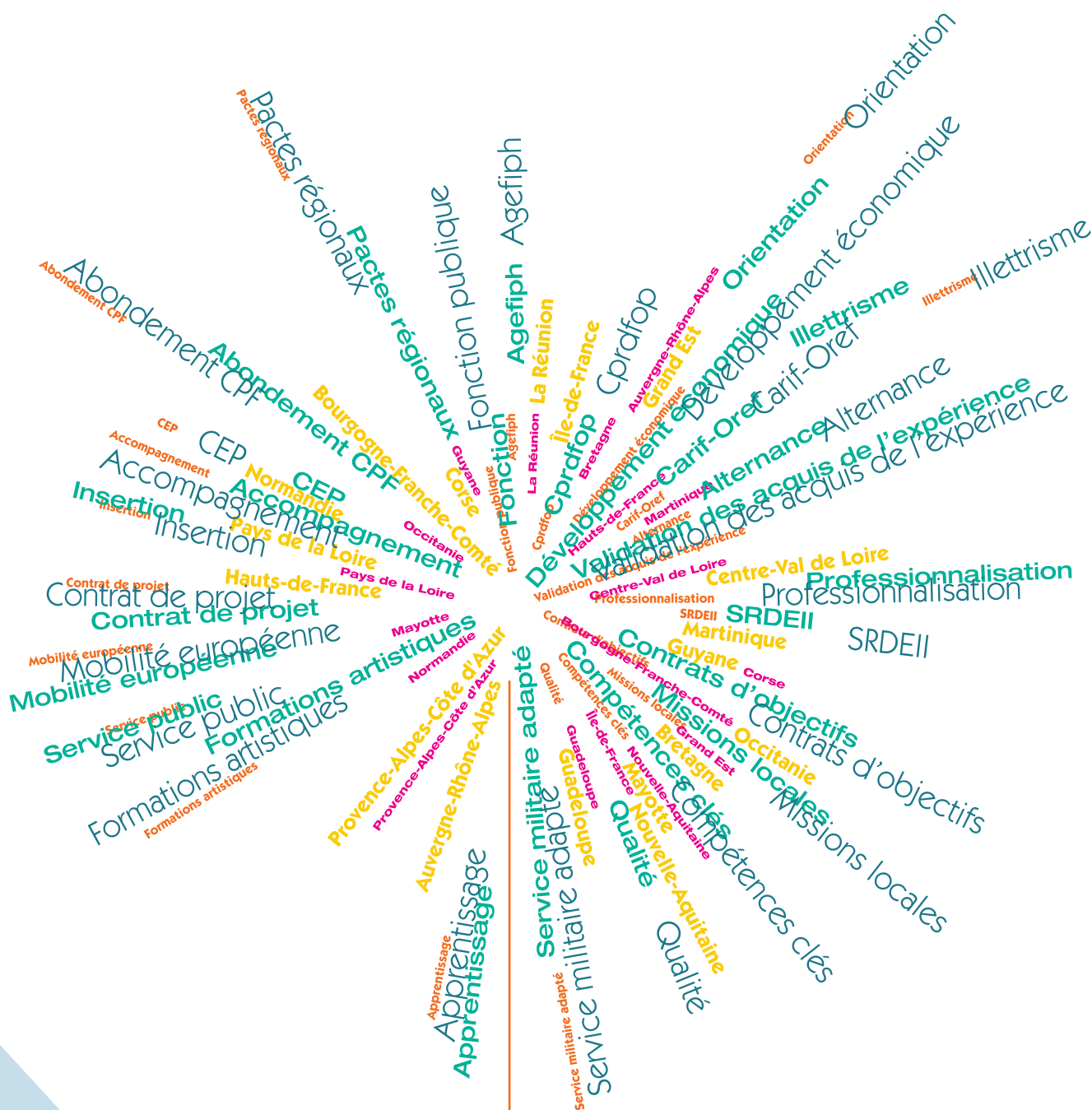
Source : [Le quotidien de la formation, Jonathan Konitz, 04 novembre 2024](#)

NOTES

[illegible]

NOTES

[illegible]



Fort d'une équipe de 72 collaborateurs, Centre Inffo s'engage à apporter à ses partenaires et clients publics et privés une expertise actualisée et une méthodologie éprouvée au service de leurs enjeux et projets.

Tél. : 01 55 93 91 91 - www.centre-inffo.fr

Département Régions-Europe-International
contact.regions@centre-inffo.fr